



FACE A L'URGENCE SOCIALE : TOUS ET TOUTES MOBILISE-ES LE 1^{er} OCTOBRE !



Les organisations syndicales UL CGT MELUN et la FSU77 appellent à faire du 1^{er} octobre, une journée de grève et de manifestation pour faire entendre la voix du monde du travail pour abroger la réforme des retraites et gagner la retraite à 60 ans, pour l'augmentation des salaires, pensions, minima sociaux et des bourses, pour des services publics répondant aux besoins des populations.

Le gouvernement de Michel Barnier, nommé Premier ministre par Emmanuel Macron, représente un détournement de la volonté populaire d'instaurer une politique de progrès social. En continuité avec les réformes néolibérales et antisociales des années précédentes, le budget 2025 accentue l'austérité et fragilise les services publics, notamment la santé et l'éducation.

Refusant d'abroger la réforme des retraites, d'augmenter significativement le SMIC ou de rétablir l'échelle mobile des salaires, ce gouvernement privilégie les intérêts patronaux.

La collusion entre libéraux réactionnaires et forces d'extrême droite, notamment avec le soutien tacite du Rassemblement National à certaines de ces politiques montre que la ligne entre l'extrême droite et le néolibéralisme est parfois mince. Malgré un discours apparemment "social", le RN a souvent agi, pour soutenir des politiques qui servent les intérêts du grand patronat. Cela démontre une convergence d'intérêts entre les libéraux réactionnaires et l'extrême droite, deux forces qui, s'unissent pour maintenir un modèle économique au service des plus fortuné-es.

De difficultés à boucler les fins de mois, alors que depuis plusieurs années le montant des dividendes versées aux actionnaires ne cessent d'augmenter, 63 milliards en 2023, que les aides publiques

versées aux entreprises sans contreparties pèsent de plus en plus lourd dans le budget de l'état, atteignant 180 milliards d'euros soit deux fois le budget de l'éducation nationale.

En Seine-et-Marne, les inégalités sociales explosent : les disparités d'accès au transport, aux services publics, à la santé, à l'emploi ou à la culture aggravent le fossé et le clivage entre les populations les plus riches et les plus modestes.

En Ile-de-France, les services d'urgences ont été fermés durant l'été et le manque de professeur-es, loin des promesses de Macron d'un-e professeur-e devant chaque classe constituent des graves attaques contre le service public ! Il manque au moins un-e membre du personnel dans 80% des établissements du second degré. Dans le premier degré, de nombreux postes d'enseignant-es spécialisé-es ne sont pas pourvus.

Le nombre d'entreprises en difficulté ou de délocalisation dans l'industrie ne cessent d'augmenter, engendrant leur lot de licenciements, comme à SMR en Seine-et-Marne où 200 emplois sont menacés, ou Stellantis qui a sacrifié 280 emplois en CDI et 100 emplois d'intérimaires pour faire gonfler ses profits. Les salariés sont en grève depuis le 16 avril 2024 pour sauver leur emploi en gagnant leur reclassement au sein de l'entreprise donneur d'ordre.

Avec la bénédiction du patronat, notamment du Medef, les attaques contre nos droits sociaux s'intensifient : retraites, assurance chômage, sécurité sociale... Pendant que les prix augmentent, nos salaires stagnent et le pouvoir d'achat chute. Cette politique, au service des grandes entreprises, aggrave les inégalités et plonge de plus en plus de travailleur-euses dans la précarité.

Face à cette urgence sociale, toutes et tous en grève et en manifestation le 1er octobre !

- 🔊 **Abrogation de la réforme des retraites**
- 🔊 **Augmentation des salaires, minima sociaux, pensions et bourses**
- 🔊 **Des services publics de qualités répondant aux besoins de la population.**

Rendez-vous :

A Melun : Rassemblement 10h à la préfecture

A Meaux : Rassemblement 10h30 Place de l'Europe

A Paris : 14h Place Denfert Rochereau.